

CHAPITRE XI

CHEZ LE PRÉSIDENT ROOSEVELT

Une visite à Washington. — La simplicité démocratique des gouvernants des États-Unis. — M. Taft n'a pas de plantons et M. Roosevelt n'a pas d'huissiers. — Une audience du président. — Langage de chef d'État.

J'ai fini par comprendre ce que signifient les mots de « république », de « démocratie » et de « simplicité ». Il m'a fallu pour cela traverser un océan, débarquer en Amérique et aller à Washington.

J'étais arrivé un matin de mars, à dix heures, à Washington : à onze heures, j'étais reçu par M. Taft.

M. Taft était alors ministre de la guerre, dictateur des Philippines, contrôleur de Pa-

nama et candidat à la présidence de la République. Cependant, M. Taft n'avait point d'officier d'ordonnance, point de chef de cabinet, point de sentinelles empanachées, point de valets de pied cocardés, point d'huissiers à brochettes. M. Taft occupait dans le palais gouvernemental, qu'il se partageait avec ses collègues de la marine et des affaires étrangères, trois pièces : dans la première se tenait un nègre; dans la seconde se tenaient deux secrétaires et dans la troisième se tenait M. Taft.

Les deux secrétaires suffisaient à assurer le travail que ne font point à Paris trois chefs-adjoints de cabinet et douze attachés. L'un téléphonait et décachetait le courrier; l'autre sténographiait et dactylographiait les réponses. Je les regardai travailler tous deux pendant un quart d'heure, avec un peu de l'étonnement que Xerxès aurait s'il voyait naviguer l'amiral Fournier. En un quart d'heure, les deux secrétaires avaient donné ou reçu neuf coups de téléphone, écrit ou dicté huit lettres, parcouru cinq rapports té-

légraphiques, entré six fois chez M. Taft pour signatures et accueilli onze visiteurs, dont ils avaient pris les noms. Cependant, tout — renseignements demandés, entrevues accordées, correspondance personnelle, promotions d'officiers, convocations à conseil — tout se passait pour ainsi dire en public, sous l'œil et l'oreille des entrants et des sortants, sans affectation comme sans embarras.

D'ailleurs, M. Taft est bien l'homme le plus simple qui soit au monde : il m'accueillit sans morgue, comme s'il m'avait connu de toute éternité et me serra les mains à les broyer. Puis, sans hésitation comme sans réticence, il me parla politique et m'exposa ses idées.

— Je suis sûr, me dit-il en se promenant de long en large dans son cabinet — car M. Taft n'aime point rester assis — je suis sûr qu'on m'a représenté à vous comme un ennemi des trusts et un tombeur des grandes compagnies. Je ne voudrais pas que vous repassiez les mers en emportant une impression aussi erronée. Je ne suis pas plus que

M. Roosevelt, un adversaire des assemblages de capitaux, qui sont aussi nécessaires au progrès humain que les assemblages de machines. Je ne suis pas un ennemi des trusts; seulement, comme le président, je suis et je dois être le gardien de la loi. Or, on a vu certains trusts se dresser contre la loi; on a, pour la première fois, dans l'histoire de ce pays, assisté à un effort gigantesque pour supprimer toute concurrence et toute compétition, c'est-à-dire pour supprimer la base même du progrès des sociétés modernes... Eh bien, c'est contre cela que le gouvernement a dû s'élever; c'est contre ces empiétements qu'il a dû construire une barrière... La politique que le président a suivie contre les trusts qui violent la loi est une politique que tout homme d'État digne de ce nom sera obligé de faire... Pour moi, je n'en vois pas d'autre possible : ce que M. Roosevelt a fait, si j'étais son successeur, je le ferais...

Je regardai l'homme qui s'exprimait ainsi en toute franchise et en toute liberté : il par-

lait simplement, sans gestes, sans grandiloquence, d'une voix bon enfant; mais, sous le sourire de M. Taft, il y a une énergie peu commune.

Je lui demandai :

— Etes-vous, vous aussi, partisan d'une grande marine, c'est-à-dire de dépenses militaires considérables?

— Oui, fit-il sans hésitation, je suis partisan d'une plus grande marine, parce que je suis partisan d'une très grande paix. Je sais que ceci a l'air d'un paradoxe; mais c'est pourtant la vérité la plus certaine en matière internationale. Une forte marine, une bonne armée sont pour un peuple les meilleures garanties qu'il puisse posséder de n'avoir point la guerre. Un peuple qui se sent fort et prêt à la lutte est un peuple qui est calme et conciliant. Il sait que personne ne portera atteinte à ses droits, et le sentiment même de sa puissance le dispense d'avoir des envies mesquines ou des emballements irréfléchis qui porteraient atteinte à la tranquillité des autres... Oui, je pense que nous devons avoir

une marine qui soit proportionnelle aux énormes lignes de côte que nous avons sur les océans, une marine qui soit proportionnelle au nombre des îles et des colonies que nous possédons par les mers, une marine qui soit proportionnelle à notre commerce, à notre industrie, à notre population, à l'influence que nous avons à travers le monde...

Je spécifiai :

— En somme, sur aucun point vous ne différez d'avis avec M. Roosevelt et, si vous êtes élu en novembre prochain, la politique de M. Roosevelt sera la vôtre?...

Peut-être la question était-elle un peu indiscreète ou trop précise. Cependant, M. Taft ne chercha point à éluder complètement sa réponse et, sans faire de diplomatie, il me répondit :

— M. Roosevelt est un républicain et j'en suis un aussi !

Quelques jours plus tard, je rencontrai à nouveau M. Taft, dans le train qui nous emmenait tous les deux de Washington à

New-York. Nous causâmes journalisme et politique, pendant presque tout le trajet, et nous dînâmes presque côte à côte dans le wagon-restaurant. Là encore, j'eus occasion de prendre une leçon de simplicité démocratique. M. Taft, ministre de la guerre, dictateur des Philippines, contrôleur de Panama, futur président de la République, était assis dans le *dining-car* comme le commun des mortels. On ne lui avait même pas réservé de petite table; on lui avait donné pour vis-à-vis une vieille demoiselle et on le servait après tout le monde. Quand le tour des légumes arriva, on ne lui donna pas de betteraves et le nègre heurta avec rudesse ses petits pois contre ses céleris.

J'étais suffoqué.

— Mais vous ne savez pas, dis-je au chef du restaurant, qui est ce monsieur? C'est M. Taft...

— Eh bien ! et puis après ? me répondit cet homme égalitaire.

* * *

Si les ministres américains sont des gens dépourvus de tout appareil, le président de la République est un chef d'État étranger à tout cérémonial.

Nous verrons tout à l'heure le décor dans lequel il se meut : parlons d'abord de l'homme...

C'est une curieuse figure que celle de M. Théodore Roosevelt — Teddy, comme l'appellent familièrement ses compatriotes — la plus curieuse peut-être que renferme aujourd'hui le xx^e siècle.

Ses débuts furent un coup de tonnerre. Il avait 24 ans et venait d'être nommé député. Dans la salle des séances du palais législatif d'Albany, on vit entrer un jeune homme tout frais émoulu de l'Université, avec des cheveux en brosse, une moustache naissante et déjà hérissée, une démarche lourde et hésitante, une mâchoire proéminente et une encolure de taureau. Il était mis à la dernière

mode, d'une façon aussi voyante que recherchée, et, à l'aspect de ce *cowboy* vêtu comme un gommeux, les membres de la législature d'Albany se mirent à rire. Ils lui donnèrent un sobriquet injurieux : ils l'appelèrent *the little silk-stocking* (le petit bas de soie).

Teddy ne broncha pas. Il s'assit à sa place, écoutant les longues déclamations des politiciens de métier, assistant silencieux à la trituration de la cuisine parlementaire ; et, pendant trois mois, il entra chaque jour le premier dans la salle des séances, pour en sortir le dernier.

Le quatrième mois, une question de chemin de fer vint en discussion : il s'agissait d'une compagnie de railway, dont le célèbre Jay Gould était le président tout puissant et le chef tant redouté. Les vieux politiciens mirent une sourdine à leur éloquence et s'entreregardèrent avec circonspection avant de formuler un avis. Mais, las ! que ne vit-on tout d'un coup ? Le « petit bas de soie » s'était levé et il parlait ! Il parlait d'une voix rauque, dure, mais avec je ne sais quelle

mâle énergie, indiquant sous cette enveloppe naissante une volonté d'homme. Et aux premières paroles qui sortirent de sa bouche, cette bouche effroyable qui faisait penser aux mâchoires d'un bouledogue, les politiciens se regardèrent, effarés, ahuris, consternés. N'avait-il pas l'audace d'attaquer la compagnie, les directeurs, les administrateurs, Jay Gould lui-même?...

Ah ! ce fut une belle séance, je vous jure ! Peu à peu, Teddy s'était échauffé, enflammé ; rien ne pouvait plus l'arrêter. Devant son auditoire suant la peur et l'effroi, avec une impétuosité magnifique, avec une fougue indomptable, il chargeait sur les trusts, il chargeait sur les princes de la finance, sur les rois du cuivre, sur les empereurs de l'or ; et le bras étendu comme s'il voulait les marquer tous au front, il lança cette phrase lapidaire et désormais historique :

— Ces gens qui forment la classe criminelle riche !...

De ce jour-là, personne ne traita plus Teddy de « petit bas de soie », et quelqu'un

— il est vrai que c'était un poète — le qualifia de « langue de feu et bras de fer ».

M. Roosevelt, pendant le restant de sa carrière politique, a pleinement justifié ces deux épithètes. Membre de la commission des réformes civiles, il eut véritablement une langue de feu, dénonçant tous les abus, dévoilant toutes les corruptions, flétrissant toutes les turpitudes ; chef de la police de New-York, il eut vraiment un bras de fer, tenant tête aux hurlements des journaux avec autant de sang-froid qu'aux grondements de l'émeute, impassible devant les injures de la presse comme devant les pierres des cabaretiers dont, ordonnance en mains, il faisait fermer les boutiques.

Mais c'est pendant la guerre avec l'Espagne que cette physionomie étrange prit un relief particulier. Sous-secrétaire de la marine pendant les trois mois qui précédèrent l'ultimatum du président Mac-Kinley, il fut un de ceux qui rendirent cet ultimatum inévitable ; il parcourut les États-Unis du haut en bas, prononçant des harangues bel-

liqueuses, insufflant à tous ses concitoyens l'ardeur des batailles, surexcitant les ambitions patriotiques, avivant les haines internationales; et le jour où la guerre — cette guerre qu'il appelait de toutes ses forces, qu'il avait hâtée, qu'il avait presque provoquée — éclata, ce jour-là, Théodore Roosevelt, sous-secrétaire à la marine, chef d'un département qui allait décider du sort d'un pays, donna sa démission.

On le crut fou. Des messagers lui furent expédiés par le président; des députations vinrent le trouver de la part des États; des délégations lui furent envoyées par le Sénat. M. Roosevelt reçut messagers, députations et délégations et se contenta d'annoncer :

— Je vais partir pour Cuba.

De vieux amis le supplièrent :

— Voyons, Teddy, vous n'y pensez pas? Vous avez une femme et six enfants!

Teddy eut une réponse cornélienne :

— Ma femme et mes six enfants ne m'ont pas empêché de prononcer des discours; ils ne sauraient m'empêcher de tenir une cara-

bine!... Quand, en parlant aussi bien que moi, on fait se battre les autres, on commence par se battre soi-même!...

Et il alla se battre à la tête de ce fameux régiment de *rough-riders*, où les petits bas de soie new-yorkais de la cinquième Avenue coudoyaient les rudes *cowboys* des *ranches* du Texas. Il partit pour Cuba.

Le soir de la bataille de Santiago, tandis que les Espagnols luttaient avec l'énergie du désespoir et que, du haut des collines de San Juan, l'artillerie ennemie faisait pleuvoir une grêle d'obus sur les carrés des volontaires américains, on vit un régiment de cavalerie se détacher du fond de la vallée. En avant, à vingt pas de la ligne de bataille, la tête découverte, un foulard blanc noué négligemment autour du cou, une pèlerine flottant sur les épaules, le sabre en main, un homme galopait ventre à terre, impassible sous la mitraille. C'était Teddy qui chargeait sur les canons espagnols : et bientôt, là même où quelques minutes auparavant des batteries crachaient le feu et la mort, un drapeau

blanc flottait dans l'air... La démonstration était faite: Teddy avait prouvé que prononcer des discours n'empêchait pas de tenir une carabine.

Telle est la personnalité qui, au mois d'août 1901, lors de l'assassinat tragique du président Mac-Kinley, fut brusquement élevée à la première magistrature de la République des États-Unis et qui, trois ans plus tard, en 1904, devait, par la volonté presque unanime du peuple américain y être maintenu. Peut-être est-il trop tôt pour juger l'œuvre de M. Théodore Roosevelt, président: c'est là le travail de l'histoire. Cependant, dans la présidence de Teddy, il y a une page que, dès maintenant, l'on peut rappeler parce qu'elle ne s'effacera pas: c'est le jour où, dans la lutte sauvage que se livraient le Japon et la Russie, il intervint; c'est le jour où, pour faire triompher la cause de la paix, il accomplit le plus admirable fait d'armes dont un peuple puisse s'enorgueillir.

Alors qu'en 1905, par calcul ou par timi-

dité, les alliés mêmes de la Russie et du Japon se taisaient; alors qu'en Europe il ne se trouvait pas un chef d'Etat pour intervenir, même parmi ceux qui s'en vont prêchant sans cesse, en leurs homélies augustement plaintives, la concorde et la paix, il fit, lui, le geste nécessaire; il contraignit les deux peuples qui s'étreignaient à l'Orient lointain à cesser leur duel sanglant; il obligea leurs chefs à causer ensemble; il provoqua, protégea, défendit la conférence de Portsmouth; il marcha au-devant de ce qui semblait un échec inévitable avec la même tranquillité que, le soir de Santiago de Cuba, il galopait avec ses *rough-riders* à l'assaut des canons espagnols; et il chargea sur la cupidité japonaise, sur l'infatuation russe, sur la veulerie universelle avec le même dédain des préjugés diplomatiques, des criaileries internationales, des insinuations politiques, qu'il chargeait dans les fossés cubains.

Grâce à lui, la paix fut conclue et signée.

Au fond, ceux qui, dans le pêle-mêle effaré

et incessant où nous vivons et roulons, s'arrêtent pour contempler cette extraordinaire figure, savent pourquoi ils se sentent attirés par cet homme rude, qui a le parler un peu frusque et le geste un peu lourd. C'est qu'il possède au moins une qualité, la seule qui vaille pour un chef d'État : la volonté. C'est que, dans le siècle où nous vivons, quand on étudie de près M. Roosevelt, on demeure étonné : on aperçoit un homme !...

* * *

Et maintenant, voyons le décor...

Un édifice tout blanc, sans moulures, sans bas-reliefs, avec quelques colonnades toutes simples : voilà la demeure du président à Washington.

Point de service aux portes. Point de tambours ni de trompettes. Point de gardes ceints d'épée. Point d'huissiers à chaîne et à culotte. Entre qui veut dans le jardin de Maison-Blanche et regarde qui veut par les fenêtres du palais.

A droite de l'édifice, le président s'est aménagé un pavillon. Et c'est là qu'il reçoit, qu'il travaille, qu'il préside le conseil des ministres.

D'un côté, un immense bureau où une dizaine de secrétaires suffisent à expédier la besogne courante; au milieu, le vestibule où se tiennent les reporters; à gauche, deux petites pièces dont l'une sert de bureau à M. Loeb, le dévoué secrétaire du président, et enfin la grande salle du conseil des ministres qui communique directement par une baie largement ouverte avec le cabinet de travail du président.

Les étrangers qui ont audience, les ministres qui ont affaires, les fonctionnaires qui ont leurs entrées sont introduits directement dans la grande salle du conseil des ministres, et c'est par conséquent presque en public, sous le regard de tous ceux qui sont là, que le président reçoit, cause, travaille, signe, parle...

Dans la salle du conseil, pour tout meuble il y a une grande table en acajou autour de

laquelle prennent place les secrétaires d'État dans des fauteuils qui portent au dos une petite plaque de cuivre indiquant les divers départements ministériels : guerre, marine, agriculture, etc... Aux murs, pour toutes fresques, il y a deux grandes cartes symboliques, qui représentent, l'une le canal de Panama, l'autre le Japon et les Philippines. Une troisième, de dimensions plus restreintes, indique par des zébrures rouges les câbles sous-marins du globe. Une vasque de cuivre, en un coin, permet à tous de boire un gobelet d'eau glacée.

Le cabinet même du président est aménagé avec confort, mais toujours avec simplicité. Un grand bureau, des fauteuils américains, une bibliothèque, une énorme mappemonde près de la fenêtre — voilà à peu près tout l'ameublement de la pièce. M. Roosevelt n'a point de siège attitré, il s'assoit tantôt sur l'un, tantôt sur l'autre, reste parfois debout et va même causer dans la salle du conseil avec ses visiteurs.

Tel est le décor; vous connaissez l'homme;

il ne nous reste plus qu'à voir la scène.

Supposez une matinée de mars 1908. A neuf heures et demie, très ponctuellement, le président est entré dans son cabinet; il a parcouru son courrier et rapidement dicté les réponses. Il a reçu M. Root, ministre des affaires étrangères et l'a entretenu des grandes affaires de l'État; il a aussi causé avec M. Taft et l'a entretenu de la prochaine élection présidentielle. Dans le salon voisin, les visiteurs affluent en rangs pressés : c'est l'heure de l'audience. M. Loeb vient le rappeler au président et lui introduit un à un les visiteurs.

C'est d'abord un membre du Congrès. Comme tout membre du Congrès, il a une réclamation à formuler. Cette réclamation concerne une demoiselle des postes de Cement, dans un État du Sud.

Le président écoute les doléances du député et de la demoiselle des postes avec une impatience sourde mais qui va croissante.

Brusquement il interrompt son interlocuteur et nettement il lui dit :

— *My dear Sir*, vous devez voir que j'ai les mains pleines en ce moment... Je ne comprends rien à votre affaire. Vous me dites que cette femme a été traitée injustement. C'est trop mal ! Nous ne devons traiter injustement personne, surtout une femme. Allez donc voir M. Meyer qui s'occupe des postes, il connaît peut-être cette dame. Moi, je ne la connais pas et, pour dire la vérité, je ne connais même pas Cement... Au revoir, mon cher Monsieur...

Le député s'en va : est-il content ? On ne sait. En tout cas il serre énergiquement la main du président et non moins énergiquement celle de M. Loeb.

Un homme en khaki lui succède. A en juger par le bouton multicolore qu'il porte à la poitrine, ce doit être quelque héros de la guerre hispano-américaine. Le président va à lui :

— Bonjour camarade, fait-il. Quel est votre grade ?

— Seulement capitaine, Monsieur le Président.

— Pourquoi dites-vous : « Seulement capitaine ? » Vous devriez vous estimer heureux d'être seulement capitaine... Dans la vie, mon cher ami, il ne faut jamais envier ceux qui sont au-dessus de vous... Tenez, moi, j'aime mieux mon ancien grade de lieutenant-colonel que mon grade actuel de commandant en chef...

Et avec une tape amicale sur l'épaule, le président renvoie le héros de la guerre hispano-américaine.

Là-dessus on introduit toute une délégation de Philadelphie qui a à sa tête un sénateur et deux députés. La délégation se plaint amèrement. Il paraît que les chantiers maritimes qui se trouvent près de Philadelphie ont licencié des ouvriers. La faute en est au Congrès qui n'a pas voté les crédits nécessaires ; il est de toute urgence que le président intervienne en personne.

Mais le président a cette fois sur les lèvres un bon sourire :

— Je ne suis pas le Congrès, dit-il, quoique souvent je voudrais bien l'être et je voudrais bien aller dans l'Avenue à côté pour dire à ces gens comment ils devraient voter. J'espère que nous pourrons faire un jour quelque chose pour les ouvriers de Philadelphie; mais cela dépendra de la volonté de la Providence et de l'oncle Joe.

Le sourire qui était sur les lèvres du président a fait place peu à peu pendant qu'il parlait à une expression indéfinissable de sarcasme et brusquement ce sarcasme éclate :

— Attendez, attendez... Je crois que je viens de mettre la Providence avant l'oncle Joe. C'est une erreur : l'oncle Joe passe d'abord, l'oncle Joe passe avant tout, bien entendu...

Cependant la délégation n'est guère satisfaite et le sénateur qui est à sa tête le fait bien voir. D'un air dépité il murmure :

— Alors, pour obtenir satisfaction, il vaudra mieux nous adresser au prochain président?

— C'est cela, réplique sans sourciller M. Roosevelt, adressez-vous à Taft!...

Un délégué intervient :

— Je voudrais aussi, Monsieur le Président, saisir cette occasion pour vous demander de venir chasser dans le Nord de la Pennsylvanie...

Mais le président ne le laisse pas continuer. Évidemment, on a déjà dû « la lui faire » souvent.

— Oui, oui, je sais... fait-il, « Venez donc tirer quelques coups de fusil dans le Pike County ». J'irai et puis je ne tirerai pas un seul coup de fusil... Alors on me dira que j'aurais dû venir l'hiver précédent ou que je devrais revenir l'hiver prochain ou que le gibier est parti dans le comté voisin... J'en reviens d'une chasse à laquelle on m'avait invité. Il m'a fallu douze jours pour tuer un ours. Douze jours!...

Et le président fronce les sourcils d'une manière inquiétante.

Aussi la délégation comprend-elle qu'il est inutile d'insister. Elle se retire et fait place

à un député de Michigan qui vient présenter à M. Roosevelt le gouverneur de son État.

Malheureusement ledit député a fait voter quelques jours auparavant un blâme par la commission du Congrès contre un juge américain représentant les États-Unis au tribunal arbitral de Changhaï et ce vote a été très sensible au président qui, quand il voit entrer les deux nouveaux visiteurs, ne regarde même pas le gouverneur et éclate comme une mitrailleuse à l'approche du député.

— Voyons, Monsieur, s'écrie à brûle-pourpoint le président, comment avez-vous pu mettre votre nom au bas d'un rapport comme celui que vous avez fait?... C'est un outrage que vous avez commis là; vous portez atteinte à la bonne réputation d'un fonctionnaire américain au dehors; vous avez fait une tache à notre drapeau en Extrême-Orient; il faudra des années pour qu'on oublie ce scandale; c'est abominable; pourquoi avez-vous fait cela?... Supposons qu'il se fût agi de l'honneur d'une femme, auriez-vous signé un rapport pareil, sur une simple

hypothèse sans l'avoir entendue? Non?... Eh bien! sachez que l'honneur d'un fonctionnaire américain est un joyau aussi précieux que l'honneur d'une femme, qu'il a droit à des égards, surtout quand ce fonctionnaire est au loin... Je vous le dis, c'est un outrage que vous avez commis là, un véritable outrage!...

Le président a débité ses imprécations tout d'un trait. Il n'a employé aucune locution injurieuse; mais son ton, son accent, son geste ont eu quelque chose de plus grave que les pires injures. Le député de Michigan balbutie quelques explications, puis il se retire en hâte, cédant la place au gouverneur de l'Alaska.

Autre scène. La physionomie du président change une fois de plus : elle devient soucieuse.

— Eh! bien, gouverneur, comment va l'Alaska?... Qui est-ce qui se tue là-bas?

Pour toute réponse, le gouverneur, M. Hoggatt, tend à M. Roosevelt une dépêche relatant de graves troubles dans le sud

de l'Alaska. Des mineurs en grève ont volé plusieurs milliers de cartouches de dynamite et menacent de s'en servir. Au premier mot le président a compris ce dont il s'agissait. Lentement il demande :

- Vous voulez qu'on envoie des troupes ?
- Oui, Monsieur le Président.
- Vous savez que je déteste employer nos troupes de cette manière.

Le gouverneur explique longuement qu'il n'y a pas d'autre moyen.

M. Roosevelt s'est assis, il a appuyé sa tête sur son poing et, regardant par la fenêtre, il réfléchit longuement, silencieusement.

Puis, par monosyllabes, il dit :

— C'est une triste affaire... Évidemment nous devons protéger les biens et les personnes, mais les troupes, c'est dur... Quelle lamentable affaire !

Enfin, M. Roosevelt a pris un parti et, avec effort, avec hâte, il prononce :

— Eh bien ! gouverneur, allez au War Office. Dites-leur, que si c'est absolument indispensable, ils vous envoient des troupes de

Fort Sewell, mais seulement si c'est indispensable, seulement s'il n'y a pas d'autre moyen... Vous m'entendez, gouverneur?...

Les visiteurs entrent maintenant à flot. Ce sont des députés, des sénateurs, des fonctionnaires, des officiers. Pour chacun M. Roosevelt a une poignée de main et une phrase qu'il répète avec son intonation coutumière, scandant chaque syllabe, accentuant un mot de la phrase comme s'il voulait le détacher.

— Sénateur, très heureux de vous voir... Monsieur, c'est pour moi un *grand grand* plaisir... Sénateur, je vous *remercie* de cette occasion... Gouverneur, qui aurait *cru* cela... Mesdames, c'est *charmant*... Messieurs, allez voir Taft... parfaitement, Taft est un homme *idéal*, il est carré; il ne se prêterait jamais à *quelque chose* que sa conscience n'approuve pas *absolument* pour obtenir la présidence; c'est ce que *j'aime* dans Taft...

Enfin, tout le monde a défilé, tout le monde a serré la main. Il ne reste plus dans le salon attendant au cabinet présidentiel qu'un homme vêtu de manière quelque peu

exotique et M. Roosevelt regarde cet homme avec un œil froid sous un sourcil désagréablement froncé. Cependant M. Loeb explique à l'oreille qui est cet homme... Alors, en moins d'une seconde, la figure de M. Roosevelt se détend, son sourcil se relève, son œil étincelle et il se précipite les deux mains tendues vers le visiteur.

— *By George!* Vous revenez de chasser le lion en Afrique et vous ne le dites pas tout de suite!... Mais vous êtes l'homme du monde qui m'intéresse le plus... Racontez-moi immédiatement votre histoire... Ah! mais non, vous, je ne vous lâche plus!... Voyons, comment avez-vous tué votre lion?

* * *

C'est par une journée semblable et après des audiences de ce genre que je fus admis à l'honneur de voir M. Roosevelt.

Quand il m'invita à prendre un fauteuil près de son bureau, je ne pus réprimer un coup d'œil : derrière le président, une pile de

raquettes de tennis étaient entassées, couronnées sur le haut par un chapeau de feutre mou. M. Roosevelt vit mon regard et rit de bon cœur.

— Surtout, fit-il, n'allez pas croire que c'est le mien : c'est celui de l'ambassadeur de France qui est le vice-président de mon cabinet de tennis... J'ai le regret de dire qu'hier il a battu le président.

Puis M. Roosevelt, sans transition, me parla immédiatement de la France :

— Nul plus que moi, vous le savez, n'admire votre langue, votre littérature, votre histoire, votre admirable esprit scientifique et le grand rôle que vous jouez aujourd'hui dans la politique du monde...

M. Roosevelt fait d'ailleurs plus que parler de notre littérature et de notre histoire. Il passe les heures de loisir qui lui restent à les étudier et à aller les rechercher jusque dans les siècles passés. Au moment où je me trouvais à Washington, il était en train de relire le récit qu'un officier français, le général de Trobriand, avait fait des aventures de son

régiment pendant la guerre de Sécession. Il en parla longuement devant moi avec admiration, me racontant un épisode où tout un régiment français s'était battu sur le sol américain en pantalons rouges et chantant la *Marseillaise*.

C'est d'ailleurs extraordinaire ce que le président peut trouver de temps pour lire. Les plus volumineux ouvrages ne le rebutent pas plus que les anciens.

Il y a quelque temps, il se jetait avec passion dans l'étude de la chanson de Roland et il aimait à voir dans l'admirable poème comme un symbole de la race française.

— Vous êtes, disait-il à un de nos compatriotes, des gens étranges; peu vous importe la victoire ou la défaite pourvu que vous vous soyez bravement battus jusqu'au bout.

D'aucuns se plaisent, on ne le sait que trop, à représenter le président comme avide du sang des grandes compagnies financières, comme une sorte d'ange exterminateur des trusts. Je n'ai point eu un seul instant cette impression. Il n'y a pas de sujet sur lequel

M. Roosevelt — comme M. Taft d'ailleurs — s'exprime plus volontiers quand on l'interroge et, chose étrange, M. Roosevelt, comme M. Taft, tient, à une variante près, le même langage :

— Non, dit-il, je ne suis pas un ennemi des trusts, je suis au contraire un ennemi des ennemis des trusts, car les pires ennemis des trusts sont les démagogues; et le démagogue, sous quelque forme que ce soit, n'a pas d'adversaire plus acharné que moi. Seulement je suis le gardien de la loi. Or dans ce pays où tout marche à pas de géant, on a vu de grandes compagnies financières, on a vu des trusts acquérir une puissance tellement formidable qu'ils ont cru pouvoir se dispenser d'obéir à la loi, ils ont cru pouvoir écraser la loi sous le poids de leur force. Cela, je n'ai jamais voulu le permettre et c'est de là qu'est venue la guerre. La bataille n'est pas engagée contre toutes les grandes compagnies financières, elle est engagée seulement contre celles qui sont en révolte ouverte contre la loi... Quand j'ai parlé de malfaiteurs

riches, je n'ai jamais parlé de tous les financiers ou de tous les millionnaires, j'ai visé seulement ceux qui contreviennent audacieusement à la loi. Et c'est mon droit, car la richesse, pas plus que la pauvreté, n'est une excuse à la violation de la loi...

Et au fond de tous les langages que me tint M. Roosevelt, celui-là fut peut-être encore le moins original, car c'est celui de tous les chefs d'État.

Quand je pris congé de M. Roosevelt je lui mis sous les yeux une de ses photographies dont je m'étais muni en entrant et je le priai de vouloir bien, à titre de souvenir, apposer sa signature au bas. Malheureusement la photographie n'était pas à l'avantage de M. Roosevelt... Il la regarda pendant un instant et me demanda :

— Est-il possible que j'aie l'air aussi sévère et mécontent que cette photographie me représente?

— Mon Dieu, monsieur le Président, ré-

pondis-je évasivement, il est possible que vous ayez parfois un peu cet air-là...

Mais je compris que M. Roosevelt avait, lui aussi, ses coquetteries et qu'il tenait à ce que l'on sache que c'était très exceptionnellement et rien qu'avec certaines personnes.